



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques

Mont-de-Marsan, le 9 mars 2026

Cité Galliane

9 avenue Antoine Dufau

40000 Mont-de-Marsan

ud-40-64.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Références : DREAL/2026D/2151

Code AIOT : 0005201847

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 5 mars 2026

Contexte et constats

publié sur **GÉORISQUES**

SEOSSE - Eco-Transformation

Route de Peyrehorade

40300 Saint-Lon-les-Mines

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 mars 2026 de l'établissement exploité par la société SEOSSE (Eco-Transformation) et implanté route de Peyrehorade sur la commune de Saint-Lon-les-Mines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à un transfert de déchets du 12 février 2026 contrôlé par le Groupement Local de Contrôle des Flux (GLCF) à destination du Portugal.

Le chargement est accompagné d'une simple annexe VIII alors qu'il contient des bois de classe B avec une forte odeur de solvant. Aucune procédure liée au transfert transfrontalier de déchets (information ou notification) n'a été mise en place par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEOSSE (Eco-Transformation)
- Route de Peyrehorade - 40300 Saint-Lon-les-Mines
- Code AIOT : 0005201847
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur site, sont réalisées des activités de collecte, stockage, broyage, tri et préparation de déchets de bois de classe A et B.

Les déchets de bois traités sur le site sont destinés à la combustion biomasse (valorisation énergétique : classe A SSD, classe A) et à la fabrication de panneaux de particules (valorisation matière : classe A, classe B).

Thèmes de l'inspection :

- Transfert de déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.,

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »,
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription),
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives,
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Importation-exportation de déchets	Code de l'environnement, Article L. 541-40	Mise en demeure, déchets, Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Articles 13.I et 13.II	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription,	15 jours
3	Registre des déchets Traçabilité	Code de l'environnement, Articles R. 541-43-I et R. 541-43-I	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, Article 2	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, Article 1	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté le défaut de procédure adaptée et le transfert illicite de déchets vers le Portugal depuis au moins 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Importation-exportation de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 541-40
Thème(s) : Situation administrative, Importation-exportation de déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'importation, l'exportation et le transit de déchets sont soumis aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.</p> <p>II. En cas d'exportation de déchets soumise à notification, le notifiant est établi en France. Il en va de même pour la personne, visée au 1 de l'article 18 du règlement mentionné ci-dessus, qui organise un transfert de déchets dispensé de notification en application du 2 et du 4 de l'article 3 du même règlement.</p> <p>La notification couvre le transfert des déchets depuis un lieu d'expédition unique. [...]</p> <p><u>Règlement européen n° 1013/2006 du 14 juin 2006, Article 3 – point 2 (Information)</u></p> <p>Sont soumis aux exigences générales en matière d'information fixées à l'article 18, les transferts ayant pour objet les déchets suivants destinés à être valorisés, si la quantité de déchets transférés est supérieure à 20 kilogrammes :</p> <p>a) les déchets figurant à l'annexe III ou III ,</p>

- b) les mélanges, pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans l'annexe III, d'au moins deux déchets énumérés à l'annexe III, à condition que la composition de ces mélanges ne compromette pas leur valorisation dans le respect de l'environnement, et à condition que ces mélanges figurent à l'annexe III A, conformément à l'article 58.

Règlement européen n° 1013/2006 du 14 juin 2006, Article 3 – point 1 (Notification)

Sont soumis à la procédure de notification et de consentement écrits préalables, conformément aux dispositions du présent titre, les transferts ayant pour objet les déchets suivants :

- a) s'il s'agit de déchets destinés à être éliminés: tous les déchets,
- b) s'il s'agit de déchets destinés à être valorisés :
 - i) les déchets figurant à l'annexe IV, laquelle comprend notamment les déchets énumérés aux annexes II et VIII de la convention de Bâle,
 - ii) les déchets figurant à l'annexe IV A,
 - iii) les déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV,
 - iv) les mélanges de déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A, sauf s'ils figurent à l'annexe III A

Règlement européen n° 1013/2006 du 14 juin 2006, Article 2 – point 35 (Transfert illicite)

35) « transfert illicite », tout transfert de déchets :

- a) effectué sans notification à l'ensemble des autorités compétentes concernées en application du présent règlement ; ou
- b) effectué sans le consentement des autorités compétentes concernées en application du présent règlement ; ou
- c) effectué alors que le consentement des autorités compétentes concernées a été obtenu par le recours à la falsification, à une présentation erronée des faits ou à la fraude ; ou
- d) effectué d'une manière qui n'est pas matériellement indiquée dans la notification ou les documents de mouvement ; ou
- e) effectué d'une manière ayant pour résultat la valorisation ou l'élimination en violation de la réglementation communautaire ou internationale; ou
- f) effectué en violation des articles 34, 36, 39, 40, 41 et 43 ; ou
- g) au sujet duquel, pour ce qui est des transferts de déchets visés à l'article 3, paragraphes 2 et 4 :
 - i) il a été découvert que les déchets ne figurent pas aux annexes III, III A ou III B ; ou
 - ii) les dispositions de l'article 3, paragraphe 4, n'ont pas été respectées ;
 - iii) le transfert est effectué selon des modalités qui ne sont pas spécifiées concrètement dans le document figurant à l'annexe VII.

Constats :

La société Eco-Transformation à Saint-Lon-les-Mines est susceptible d'exporter vers l'étranger (Espagne et Portugal principalement) des déchets de bois classe A ou des déchets de bois classe B à destination de panneautiers pour leur valorisation.

Les déchets de classe A, constitués de bois brut non traité, correspondent au code B 3050 "déchets de liège et de bois non traités" mentionnés à l'annexe IX de la convention de Bâle. Ils sont donc soumis à une procédure d'information.

Les déchets de classe B, constitués de bois traités, correspondent au code OCDE AC 170 "déchets de liège et de bois traités". Ils figurent sur la liste orange (partie II de l'annexe IV du règlement européen sus-cité) et sont donc soumis à une procédure de notification.

Lors du contrôle du 12 février 2026 réalisé par le Groupement Local de Contrôle des Flux (GLCF), il a été constaté le transport à destination du Portugal de broyat de bois traité (soumis à notification et consentement préalable des autorités compétentes des deux pays concernés) sans la procédure adaptée. Le gendarme en charge du contrôle a constaté l'absence de consentement et la seule présence d'une annexe VII (document valable pour la procédure d'information).

Lors de la présente inspection, l'exploitant explique que ces deux camions ont subi une erreur de chargement. L'exploitant indique qu'ils auraient dû contenir des bois de classe A, correspondant à une demande particulière de leur client portugais.

Qu'il s'agisse d'une erreur de chargement ou pas, le constat est fait d'un transfert illicite de déchets, en l'absence de procédure adaptée :

- en cas de transport de déchets de bois classe A : les documents en présence n'auraient pas été suffisants (absence de contrat entre l'expéditeur et le destinataire des déchets en 2 langues)
- en cas de transport de déchets de bois classe B : l'exploitant ne bénéficie d'aucune procédure de notification en cours de validité.

De plus, sur la plateforme GISTRID, aucun consentement n'a été délivré à l'entreprise ECO-TRANSFORMATION pour le transfert de déchets à destination du Portugal.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant cesse tout transfert transfrontalier de déchets relevant de la procédure de notification.

En cas de transfert transfrontalier de déchet (déchet de bois classe A) relevant de la procédure d'information, il met en place une procédure d'information et complète les documents de transfert de déchets pour se conformer à la procédure d'information.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets - Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 2 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, Articles 13.I et 13.II

Thème(s) : Situation administrative, Gestion déchets réceptionnés

Prescription contrôlée :

I. Admissibilité des déchets

Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.

L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.

II. Procédure d'information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

a) Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet,
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits),
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant,
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique),
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement,
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux,
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation,
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. [...]

Constats :

L'exploitant n'a pas présenté les documents d'admission préalable.

Il a simplement présenté le cahier des charges de ses intrants qu'il fait signer à chacun des clients apporteurs de déchet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournit les documents complets sous 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 3 : Registre des déchets - traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement , Articles R.541-43-I et R.541-43-II

Thème(s) : Situation administrative, Registre des déchets

Prescription contrôlée :

- Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...]
- Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :
 - 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP,
 - 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP,

- 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP,
- 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes,
- 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. [...]**

Constats :

L'exploitant indique réaliser des sorties de statut de déchet. Notamment, il produit du bois classe A SSD destiné à de la valorisation énergétique.

Sur Trackdéchets, seuls les déchets dangereux sont tracés. Aucun registre concernant la traçabilité des déchets sortants, y compris ceux sortis du statut de déchets, n'est renseigné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de tenir ses registres conformément à la réglementation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 4 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 mai 2021, Article 2

Thème(s) : Situation administrative, registre sortant

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'historique des registres des sorties a été demandé à l'exploitant sur les années 2024, 2025 et début 2026.

L'exploitant tient à jour 2 registres : un registre des déchets sortants et un registre des « sorties ».

Dans son registre des déchets sortants, l'exploitant trace les envois de pré-broyé B, déchets ferreux et non ferreux.

Dans son registre des sorties, l'exploitant trace les envois de bois SSD, A SSD et de pré-broyé B et criblé AB.

Ils ne comportent pas l'ensemble des données demandées ci-avant.

La totalité des registres sur la période demandée n'a pas pu être extraite.

L'exploitation des documents transmis permet d'établir l'envoi de déchets de classe B (bois traité soumis à notification) à destination du Portugal depuis janvier 2024 :

	2024	2025	2026
Janvier	692 540	220 420	0
Février	691 020	492 620	47 100
Mars	1 494 900	607 300	
Avril	1 088 620	826 020	
Mai	24 000	585 540	
Juin	354 860	0	
Juillet	937 760	0	
Août	0	0	
Septembre	293 800	94 300	
Octobre	90 780	0	
Novembre	187 900	0	
Décembre	220 200	0	
TOTAL	6 076 380	2 826 200	47 100

Aucun consentement n'a jamais été délivré à la société Eco-Transformation à Saint-Lon-les-Mines pour exporter des déchets vers le Portugal.

Il est donc constaté l'envoi régulier de déchets de bois type B vers le Portugal de manière illégale. Il s'agit d'un transfert illicite de déchet.

L'exploitation des documents fournis permet donc de déterminer que l'exploitant réalise des envois de déchets vers le Portugal de manière illégale (absence de procédure de notification et sans consentement) depuis janvier 2024 au moins.

Depuis janvier 2024, cela représente une quantité totale de **8 949,680 tonnes envoyées** vers le Portugal sans les procédures adaptées.

L'exploitation des registres a également permis de noter qu'au titre de la notification FR 2025 040008 pour un envoi de déchets de bois vers KRONOSPAN en Espagne, l'exploitant a envoyé 7 122,320 tonnes de bois B entre le jour de l'inspection et le 9 avril 2025 (début de validité du consentement) vers cette destination sur les 8 000 tonnes autorisées.

Les numéros des annexes VII et des consentements ne figurent pas dans le registre des déchets sortants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de tenir ses registres conformément à la réglementation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 5 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 mai 2021, Article 1

Thème(s) : Situation administrative, registre entrant

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du Code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;

- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Depuis le 1^{er} juin 2025, le registre des déchets entrants est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite